

# DECRET

*Concernant la recette , la comptabilité & l'emploi des fonds N.° 1159  
provenant de la vente des Bois appartenant à des commu-  
nautés d'habitans.*

Du 30 Juin 1793. — 4 Juillet.

**L**A Convention nationale , après avoir entendu le rapport de ses comités des domaines & des finances réunis , décrète ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

La régie nationale de l'enregistrement des domaines , ne s'immiscera plus dans la recette du prix des ventes des bois appartenant à des communautés d'habitans.

II. Les préposés de cette régie cesseront , à compter du jour de la publication de la présente loi , de faire le recouvrement du prix de ces bois , tant pour les exercices de 1792 & 1793 , que pour les années antérieures , à l'égard desquelles cette régie étoit substituée aux fonctions de l'ancienne administration des domaines.

III. Le recouvrement du prix des ventes de ces bois , pour ce qui reste dû sur les précédens exercices , ainsi que pour l'ordinaire courant de 1793 & les suivans , sera fait par les receveurs des districts ; & les adjudicataires payeront directement entre leurs mains , les sommes par eux dues aux échéances fixées par les procès-verbaux d'adjudication , & de la manière qui a été observée jusqu'à présent.

IV. La régie nationale rendra dans le plus bref délai à chaque communauté d'habitans , un compte , tant en son nom , pour les recettes & dépenses faites par ses préposés depuis le mois de février 1791 , époque de son établissement , que comme substituée à la précédente administration des domaines. Ce compte constatera le montant de chaque adjudication , les sommes reçues à compte , celles payées à la décharge de la commune , celles versées dans les caisses des receveurs des districts ou au trésor public , & ce qui reste à recevoir.

V. La régie pourra commettre ses receveurs établis dans les chefs-lieux de chaque district , ou tels autres préposés qu'elle jugera convenables , pour

*Biens communaux*

THEATRE  
LIBRARY

A

Cas  
file  
FRC  
10331  
no. 34

rendre en son nom ; les comptes des différentes communes situées dans l'étendue de chaque district.

V I. Ces comptes seront communiqués aux municipalités respectives quinze jours avant celui qui aura été fixé pour leur reddition par le directoire du district , à la diligence du préposé. Les officiers municipaux convoqueront dans les trois jours de la réception desdits comptes , le conseil général de la commune , pour délibérer sur chaque article. Le résultat des délibérations , soit que l'article soit accepté ou alloué , soit qu'il soit rejeté ou débattu , sera consigné dans un acte séparé , qui sera signé par tous les membres présens au conseil.

V II. Il sera nommé par les conseils généraux des communes , un ou plusieurs commissaires qui se rendront au chef-lieu du district avec le procureur de la commune ou son substitut , au jour indiqué , & qui , en présence d'un commissaire du directoire de district , contesteront ou accepteront le compte contradictoirement avec le préposé de la régie.

V III. Les comptes ainsi auditionnés , seront soumis à l'approbation du directoire du département , qui , sur l'avis de celui du district , prononcera sur les contestations auxquelles ils pourront donner lieu.

I X. Il ne sera alloué en dépenses , dans les comptes qui seront rendus aux communautés d'habitans , d'autres frais de recette ou de régie , que les six deniers pour livre perçus sur le prix des bois vendus antérieurement à la promulgation de la loi du 29 septembre 1791 , sur l'administration forestière , sauf à la régie nationale à percevoir sur le trésor public la remise à laquelle elle peut avoir droit , sur les recettes qu'elle aura faites ; & à l'égard de la recette du prix des bois vendus postérieurement , les communautés d'habitans ne supporteront d'autres frais que ceux qui pourroient être attribués aux receveurs de district , dans la proportion du montant de leurs recettes.

X. Il sera fait trois originaux de ces comptes , dont un restera dans les bureaux de la régie pour servir à sa décharge ; un autre sera déposé au secrétariat du district , où il pourra être consulté par les municipalités intéressées , toutes les fois qu'elles le jugeront convenable ; le troisième enfin , sera remis au receveur de ce même district , pour , par lui , suivre le recouvrement de ce qui restera dû par les adjudicataires , & acquitter les dépenses sur les ordonnances qui seront délivrées à cet effet.

X I. Les préposés de la régie seront tenus de verser , dans le jour de l'apurement de ces comptes , entre les mains des receveurs des districts ,

les deniers appartenant aux communautés d'habitans dont ils seront restés dépositaires.

XII. Les dépenses à acquitter sur le prix des bois des communautés d'habitans, le seront en vertu d'ordonnances délivrées sur les receveurs de district par les administrateurs du directoire du département, qui s'assureront préalablement de ce qui, toute déduction faite, devra revenir à chaque commune.

XIII. Les directoires de département, en délivrant ces ordonnances, y comprendront d'abord les sommes versées dans les caisses des receveurs de district, soit directement par les adjudicataires des bois, soit par les préposés de la régie nationale.

XIV. Si la commune, au profit de laquelle l'ordonnance devra être délivrée, n'a aucun fonds dans la caisse du receveur du district, ou si ces fonds sont insuffisans & qu'elle en ait en dépôt au trésor public, le département délivrera une ordonnance provisoire & particulière sur le receveur du district, de la totalité ou de partie de la dépense à acquitter jusqu'à concurrence du montant de ce dépôt; mais l'effet en sera suspendu jusqu'à ce que les formalités prescrites ci-après aient été remplies.

XV. Les administrateurs du département adresseront au ministre des contributions publiques, dans les trois jours de la date des ordonnances provisoires qu'ils auront délivrées en exécution de l'article précédent, un état signé d'eux, qui contiendra copie desdites ordonnances, & l'extrait des arrêtés, portant autorisation des dépenses.

XVI. Le ministre des contributions publiques sera tenu, sous sa responsabilité, de viser sur-le-champ cet état, & de délivrer les ordonnances sur la trésorerie nationale. Celle-ci fera les envois des fonds assez diligemment pour qu'ils parviennent dans le mois de la date des ordonnances, à leur destination, à défaut de quoi les receveurs de district pourront être contraints, ce délai expiré, au paiement des sommes portées aux ordonnances provisoires, sur le produit de leurs autres recettes. En cas d'insuffisance de fonds, cette contrainte pourra s'exécuter contre le receveur de l'enregistrement.

XVII. Si le ministre a des motifs suffisans pour refuser de viser & ordonnancer les états qui lui seront adressés par les directoires de département, il sera tenu d'envoyer, dans la quinzaine de la date de ces états,

4

aux administrations qui les lui auront fournis , les motifs de son refus au bas des mêmes états ; & celles-ci arrêteront l'effet des ordonnances provisoires qu'elles auront délivrées.

XVIII. Les directoires de département ne pourront expédier d'ordonnances pour les dépenses autres que celles prévues par les arrêtés & proclamations en vertu desquels les ventes des bois se feront faites , qu'autant qu'il y aura excédant des fonds nécessaires pour remplir cette destination primitive , ou que par la suite des événemens & la nature des circonstances , cette destination sera restée sans objet.

XIX. Dans ce dernier cas , les directoires de département ne pourront autoriser d'autres dépenses , que celles qui auront un objet d'utilité publique & générale , & qui devront tourner au profit commun des habitans. Les directoires de département sont autorisés , dès cet instant , à approuver les dépenses faites & à faire par les communes , pour l'armement & l'équipement des volontaires nationaux qu'elles ont fournis ou qu'elles fourniront , ou pour donner des secours aux indigens.

XX. Dans tous les cas , les directoires de département rappelleront dans les ordonnances qu'ils délivreront , l'espèce de dépense qui en aura déterminé l'expédition , & la date de l'arrêté qui l'aura autorisée.

XXI. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux dommages-intérêts prononcés au profit des communautés contre les délinquans ; aux produits des glandées, vaine-pâturage , & généralement à tous les deniers des communes versés dans les caisses de l'enregistrement , des receveurs du district & du trésor public.

XXII. Les dispositions des articles XIV , XV , XVI & XVII , seront exécutées immédiatement après la promulgation de la présente loi ; mais jusqu'à ce que les comptes à rendre aux communes aient été définitivement réglés , le ministre des contributions publiques communiquera les demandes à la régie nationale , pour vérifier quels sont les fonds des communes réclamantes , qui ont été versés au trésor public , sans qu'à raison de cette communication , les délais fixés par l'article XVI puissent être prorogés de plus de huit jours.

5

---

D E C R E T

N.º 1364.

*Interprétatif d'un article de la Loi du 10 Juin sur le mode de partage des Biens communaux.*

Du 8 août 1793. — 13 du même mois.

LA Convention nationale déclare, sur la motion d'un membre, que l'article XII de la section IV de la loi du 10 juin sur le mode de partage des biens communaux, ne porte aucune atteinte aux droits qui résultent aux communes des dispositions des lois des 25 & 28 août 1792, relatives aux droits féodaux & au rétablissement des communes dans les propriétés & droits dont elles ont été dépouillées par l'effet de la puissance féodale.

---

D E C R E T

N.º 1633.

*Qui ordonne que les Procès des Communes, à raison des Biens communaux & patrimoniaux, seront jugés par la voie de l'arbitrage.*

Du 2 octobre 1793. — Même jour.

LA Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, interprétant les articles III, VI, IX & XVIII de la section V de la loi du 10 juin sur le mode de partage des biens communaux, décrète ce qui suit :

A R T I C L E   P R E M I E R.

Tous les procès actuellement pendant, ou qui pourront s'élever entre les communes & les propriétaires à raison des biens communaux ou patrimoniaux, soit pour droits, usages, prétentions, demandes en rétablissement de propriété dont elles ont été dépouillées par l'effet de la puissance féodale, & autres réclamations quelconques, même les procès pour raison desquels les communes se feroient pourvues dans le temps utile, ou feroient encore dans le cas de se pourvoir en cassation, seront vidés par la voie de l'arbitrage, & jugés d'après les principes établis par les lois des 28 août 1792 & 10 juin dernier.

II. Le nombre des arbitres pour chacune des parties ne pourra excéder celui de trois.

III. Si les biens réclamés par la commune sont en la possession de plusieurs détenteurs ayant les mêmes intérêts, ils seront tenus de se réunir pour

nommer collectivement leurs arbitres, & s'ils ne comparoissent pas le jour indiqué par la citation, ou ne s'accordent pas sur le choix, le juge de paix en nommera d'office.

IV. Les causes de récusation à l'égard des arbitres choisis par les communes sont réduites aux deux cas ci-après : 1.<sup>o</sup> si l'arbitre est en procès actuel avec les adversaires de la commune ; 2.<sup>o</sup> s'il est habitant de celle qui réclame ou de toute autre qui auroit un différend semblable.

V. A l'égard des arbitres des détenteurs, les cas de récusation sont les mêmes que ceux prévus par les lois.

VI. Les moyens de récusation seront respectivement proposés dans la quinzaine, & jugés huitaine après par le bureau de paix du canton où la majeure partie des biens sera située.

VII. Si le juge de paix est habitant de la commune réclamante ou détenteur, la partie poursuivante s'adressera au plus ancien assesseur, dans l'ordre de nomination, d'une des municipalités du canton non intéressées.

VIII. Les décisions arbitrales seront motivées, à peine de nullité.

N.<sup>o</sup> 1861.

## D E C R E T

### *Relatif au Mode de partage des Biens communaux.*

Du 19 brumaire. — 20 du même mois.

LA Convention nationale, instruite qu'il s'élève dans quelques cantons de la République des doutes sur le mode de provoquer & d'exécuter le partage des biens communaux, dont plusieurs communes ont joui concurremment & sans titres depuis trente ans ;

Voulant anéantir tous les obstacles qui pourroient reculer l'exécution de la loi sur le partage des biens communaux.

Décète que le mode de provoquer, de décider & d'exécuter le partage des biens communaux, dont il est question dans l'article II de la section IV du décret du 10 juin, concernant le partage des biens communaux, est le même que celui prescrit par cette loi, pour le partage des biens d'une seule commune entre ses habitants.

En conséquence les citoyens de ces différentes communes opéreront entr'eux comme s'ils étoient tous habitants d'une seule commune.

## D E C R E T

N<sup>o</sup>. 2083.*Relatif au partage de la coupe des Bois communaux.*

Du 26 nivôse. — Premier pluviôse.

LA Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la question de savoir si la coupe des bois communaux doit se partager par tête ou par feu,

Décète que les bois actuellement coupés, provenant des biens communaux, doivent se partager par tête, conformément à la loi du 10 juin dernier.

## D E C R E T

N<sup>o</sup>. 2160.

*Qui maintient provisoirement les Baux des Bois & Forêts dans la propriété desquels les Communes sont rentrées ou rentreront à l'avenir.*

Du 8 pluviôse, an II. — 23 du même mois.

LA Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, décrète :

## A R T I C L E P R E M I E R.

Les baux des bois & forêts dans la propriété desquels les communes sont rentrées ou rentreront à l'avenir en vertu des lois des 28 août 1792 & 10 juin dernier, sont maintenus, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, lorsque les coupes annuelles sont affectées au roulement des usines où les fers, armes & boulets se fabriquent.

II. Les communes, dans ce cas, auront la faculté de faire procéder à l'estimation du prix du bail, en se reportant à l'époque où il a été authentiquement consenti.

III. Des experts seront respectivement choisis à l'amiable au nombre de deux ; ceux de la commune ne pourront être pris dans son sein.

IV. En cas de refus, ils seront nommés d'office sur simple citation à jour fixe.

V. Le procès-verbal d'estimation sera déposé au greffe de la justice de paix ; & sur toutes les contestations qui y seront relatives, le juge de paix du domicile du fermier prononcera en dernier ressort.

VI. Les frais nécessaires pour l'expertise seront supportés en commun.

*L O I qui ordonne le versement à la Trésorerie nationale, des fonds provenant de la vente des quarts de réserve des bois appartenant aux communes.*

Du 13 Messidor, l'an deuxième de la République française, une & indivisible.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité des finances, décrète :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les commissaires de la trésorerie veilleront à ce que les receveurs de district versent, sans délai, à la trésorerie nationale tous les fonds provenant de la vente des quarts de réserve des bois appartenant aux communes.

II. Ils feront déposer ces fonds dans la caisse des dépôts & consignations, pour être employés, au fur & à mesure des besoins, au paiement des dépenses légalement autorisées, qui seront ordonnées sur lesdits fonds, & jusqu'à concurrence des sommes déposées, sauf la déduction du droit de garde.

III. Les paiemens de ces dépenses seront faits par les receveurs de district; les commissaires de la trésorerie veilleront à ce que les caisses soient suffisamment garnies, pour les acquitter lors des besoins.

*Visé par l'inspecteur. Signé S. E. MONNEL.*

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale.

A Paris, le 14 Messidor, an second de la République française, une & indivisible. Signé BRÉARD, *ex-président*; CAMBACÈRES & MICHAUD, *secrétaires*.

De l'Imprimerie du Dépôt des Loix, Place de la Réunion.  
L'an II<sup>e</sup>. de la République.